



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

immigration

Question au Gouvernement n° 3543

Texte de la question

SITUATION À CALAIS

M. le président. La parole est à M. Daniel Fasquelle, pour le groupe Les Républicains.

M. Daniel Fasquelle. Monsieur le Premier ministre, ce samedi, à Calais, des faits d'une exceptionnelle gravité se sont déroulés.

Le port a été de nouveau pris d'assaut, l'activité économique une nouvelle fois bloquée. Des personnes et des biens ont été menacés, la statue du général de Gaulle souillée, l'autorité républicaine défiée et bafouée.

Face à ces événements, qui ne sont malheureusement pas les premiers, le sentiment des Calaisiens et des Français, c'est que la situation échappe désormais à tout contrôle. Dans le camp de la Lande, qui est devenu le plus grand bidonville d'Europe, ce sont désormais le chaos et la loi des passeurs qui règnent. Face à cette situation insoutenable, les Calaisiens ont jusqu'à présent gardé leur sang-froid. Je salue ici leur réaction digne et exemplaire. Dimanche, aux côtés de Natacha Bouchart, maire de Calais, ils ont de nouveau manifesté pour dire qu'ils aiment leur ville, qu'elle est belle, mais qu'ils n'en peuvent plus que chaque semaine son image soit dégradée, que chaque semaine les entreprises et l'emploi soient déstabilisés et l'insécurité aggravée.

Député du Pas-de-Calais, je veux me faire cet après-midi le porte-parole des Calaisiens, des habitants de la Côte d'Opale et de tous ceux qui demandent au Gouvernement de ne plus minimiser l'ampleur du phénomène.

Monsieur le Premier ministre, faudra-t-il attendre qu'un drame survienne pour qu'enfin le Président de la République se rende sur place ?

Monsieur le Premier ministre, qu'attendez-vous pour prendre des mesures exceptionnelles qui permettront de rétablir la loi de la République et de mettre fin à cette situation de non-droit ?

Monsieur le Premier ministre, que proposez-vous pour expulser les clandestins, pour sanctionner les No Borders, complices de ces violences, et pour traiter dignement les vrais demandeurs d'asile ?

Monsieur le Premier ministre, il est plus que temps que vous réagissiez car, comme l'a dit hier notre nouveau président de région, Xavier Bertrand, Calais, c'est la France et la France ne peut plus accepter cette situation. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, *ministre de l'intérieur.* Vous avez raison, monsieur le député, de citer le président de la

région, Xavier Bertrand. J'étais avec lui ce matin à Lille où nous avons fait une conférence de presse commune. Le ton avec lequel il est intervenu contraste absolument avec les aspects polémiques de votre question (*Vives exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Yves Fromion. Franchement...

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Plus on est proche d'un territoire et de ses problèmes, plus on est éloigné de la polémique !

Je répondrai donc très précisément à chacune de vos interrogations.

Vous nous demandez d'abord ce que nous faisons (« Rien ! » sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains) pour éloigner ceux qui sont en situation irrégulière et ne relèvent pas de l'asile. (*Exclamations sur les mêmes bancs.*)

M. le président. S'il vous plaît...

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Vous oubliez simplement de préciser qu'en 2015, ce sont 1 768 migrants en situation irrégulière qui ont été expulsés de Calais.

Mme Claude Greff. Et combien sont entrés dans le même temps ?

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Le dire, cela aurait été une bonne manière de rendre hommage aux policiers de la police de l'air et des frontières ainsi qu'aux forces de l'ordre, qui font un travail remarquable et que vous n'avez pas même salués dans votre question (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen*), ce qui est vraiment très regrettable ! (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Vous nous demandez ensuite ce que nous faisons pour démanteler les filières d'immigration irrégulière. L'an dernier, nous avons démantelé 25 % de plus de filières de migrants irréguliers à Calais, ce qui représente près de 700 passeurs dont la situation a fait l'objet d'un traitement judiciaire.

M. Guy Geoffroy. Ce n'est pas la question !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Pourquoi ne le dites-vous pas ? Tout simplement parce que vous cherchez la polémique, non à faire preuve de bonne foi ni à apaiser les tensions en la matière !

M. Patrice Verchère. Au travail !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Vous dites que la situation s'est détériorée sur la Lande, mais pourquoi ne dites-vous pas qu'avec la maire de Calais, le député Yann Capet et le concours de l'Union européenne, nous y avons mis en place des dispositifs humanitaires en mobilisant près de 20 millions d'euros ?

M. Christian Jacob. Rien n'est réglé !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Ceux qui peuvent être accueillis à Calais bénéficient quant à eux de 1 500 places. Ce n'était pas le cas avant : vous auriez pu en faire état si vous étiez à la recherche de la vérité plutôt que de la polémique !

En fait, la situation à Calais appelle à faire preuve de fermeté. Samedi et dimanche, trente-cinq personnes ont été interpellées, six ont été mises en examen. Le droit est passé...

M. le président. Merci, monsieur le ministre.

M. Patrice Verchère. C'est du bla-bla !

Données clés

Auteur : [M. Daniel Fasquelle](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3543

Rubrique : Étrangers

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 janvier 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 janvier 2016](#)